

Scandale au Parlement européen : des organisations de la société civile congolaise interpellent la présidente Roberta Metsola

Philippe Lawson

L-Post, 16 janvier 2023

La mutualité de la communauté Tutsi en République démocratique du Congo (RDC), Isoko asbl, et le Programme multisectoriel de vulgarisation et (de) sensibilisation (PMVS) ont adressé une lettre ouverte à la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola. Elles lui demandent de faire la lumière sur l'usage des fonds publics octroyés à l'ONG Fight Impunity, car elles soupçonnent cette dernière de financer des personnes ou des organisations faisant l'apologie de la haine des Tutsis congolais. « *L'intérêt de nos organisations est de faire cesser les messages de haine en République démocratique du Congo. Nous sommes convaincus que les membres du Parlement (européen, nldr) n'ont pas été éclairés sur l'usage des fonds attribués à cette organisation (Fight Impunity, nldr) et il est du devoir civique et moral de tous de faire toute la lumière sur les flux financiers et les conditions d'utilisation de l'ar-*

gent public. Nous sollicitons dès lors votre haute institution pour que cette question soit mise à l'agenda de son travail d'enquête », écrivent les associations dans un courrier dont nous avons eu connaissance. Elles citent notamment le mouvement La Lucha, qu'elles accusent de répandre « *les messages de haine les plus virulents à l'encontre des personnes tutsi de nationalité congolaise* » et rappellent au passage que le président d'honneur de Fight Impunity est le prix Nobel de la Paix, Denis Mukwege.

L'onde de choc du scandale de corruption qui secoue le Parlement européen et qui élabousse notamment les députés européens socialistes belges, Marc Tarabella et Marie Arena est-elle est en train de toucher la République démocratique du Congo (RDC)? En tout cas, selon nos informations, deux associations de défense des Tutsis du Congo viennent d'adresser une lettre ouverte à la présidente du Parlement européen pour lui

demander de prêter attention à l'usage des fonds publics octroyés à l'ONG Fight Impunity. Celle-ci, fondée par l'ancien député européen italien, Antonio Panzeri, est soupçonnée d'être au cœur du trafic d'influence visant à corrompre des députés européens. Elle serait financée dans son activité de lobbying et de corruption par le Qatar et le Maroc.

La lumière sur les flux financiers de Fight Impunity

Une enquête est en cour pour l'instant et elle est menée par le redoutable juge d'instruction belge, Michel Claise. L'affaire qui a éclaté, il y a un mois, l'inculpation, non seulement d'Antonio Panzeri, mais aussi de la désormais ancienne vice-présidente du Parlement européen, la Grecque Eva Kaili, lesquels sont depuis lors, en détention préventive. Aujourd'hui, ce sont des associations congolaises de défense des Tutsis congolais qui montent au créneau pour attirer l'attention un autre aspect du dossier. « *L'intérêt de nos organisations est de faire cesser les messages de haine en République démocratique du Congo. Nous sommes convaincus que les membres du Parlement (européen, ndlr) n'ont pas été éclairés sur l'usage des fonds attribués à cette organisation (Fight Impunity, ndlr) et il est du devoir civique et moral de tous de faire toute la lumière sur les flux financiers et les conditions d'utilisation de l'argent public. Il y va aussi des conditions de collaboration de membres du Parlement, voire d'autorités des institutions de l'Union avec les zéloteurs de la haine eth-*

nique dont les Tutsi du Kivu souffrent quotidiennement. Nous sollicitons dès lors votre haute institution pour que cette question soit mise à l'agenda de son travail d'enquête », lit-on dans la lettre ouverte de trois pages que les deux associations ont adressée, ce lundi 16 janvier, à la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, par l'intermédiaire de leur avocat, Bernard Maingain (cabinet Xirius à Bruxelles).

Les deux associations sont Isoko asbl, la mutualité de la communauté Tutsi en République démocratique du Congo (RDC) et le Programme multisectoriel de vulgarisation et (de) sensibilisation (PMVS).

Le mouvement congolais La Lucha mis en cause

Dans la lettre ouverte, les deux associations pointent du doigt l'association La Lucha qu'elles accusent de tenir des discours de haine au Kivu laissant craindre le pire pour les Tutsis congolais. Elles disent tenir à la disposition de la présidente du Parlement européen [des preuves] confirmant leurs accusations. Elles font d'ailleurs le lien entre La Lucha et l'ONG Fight Impunity. « *Notre attention a cependant été attirée par le fait qu'une association de droit belge, Fight Impunity, serait également sous enquête, association particulièrement bien introduite dans certains milieux parlementaires. En examinant le site de cette association, nous avons découvert que celle-ci dont la présidence d'honneur est assurée par le Docteur Mukwege, relayait très*

largement les thèses d'un mouvement dénommé La Lucha, mouvement présent principalement au Kivu et dont les membres relayent activement les messages de haine les plus virulents à l'encontre des personnes tutsi de nationalité congolaise. Le site de l'organisation Fight impunity contient quasi exclusivement des messages de soutien à la Lucha. Nous pouvons vous faire tenir un dossier plus complet concernant les messages de haine des Tutsis relayés par la Lucha au Kivu », poursuivent les deux associations dans la lettre ouverte.

Il y a quelques jours, la presse révélait que l'implication du Prix Nobel de la Paix, le Dr Denis Mukwege dans l'ONG Fight Impunity en tant que président d'honneur. En réaction à cette révélation, la fondation Panzi créée par le Dr Mukwege a immédiatement réagi pour éviter tout amalgame. *« Les activités de la Fondation Panzi liées à la lutte contre l'impunité pour les crimes commis en République démocratique du Congo (RDC) n'ont jamais reçu de soutien financier de l'ONG Fight Impunity; notre président n'a pas non plus participé à aucune de ses réunions. Dans le cadre de nos efforts de plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie nationale holistique de justice transitionnelle en RDC, le Dr. Mukwege a participé virtuellement à deux événements co-organisés par le Parlement eu-*

Marie Arena à la fête de La Lucha

Isoko asbl et le Programme multisectoriel de vulgarisation et (de) sensibilisation européen et *Fight Impunity* », avait précisé la Fondation Panzi dans un communiqué. (PMVS) signalent que la députée européenne belge, Marie Arena (PS), a participé aux festivités des 10 ans de La Lucha aux côtés de ses responsables des messages de haine. *« Savez-vous que lors des fêtes organisées par Fight Impunity pour le 10ème anniversaire de la Lucha, Madame Marie Arena a pris la parole aux côtés de personnes comme B. M., membre de la Lucha qui qualifie les Tutsi de félins qui veulent faire avancer leurs agendas territoriaux. C'est une militante de la Lucha, Madame R. K., qui affirme qu'il n'y pas de Banyamulenge au Congo. C'est P. M., militant de la Lucha, qui réclame publiquement le retour des tutsi au Rwanda, reprenant les discours de certains extrémistes qui en 1994 réclamaient le départ des Tutsi du Rwanda. (...) »*, observent les deux associations.

Reste à voir l'accueil que la présidente Metsola réservera aux demandes d'Isoko asbl et le Programme multisectoriel de vulgarisation et (de) sensibilisation (PMVS).